

## L'ITINÉRAIRE POLITIQUE DE MIRBEAU

Pendant longtemps, les commentateurs ont été déconcertés par l'itinéraire politique de Mirbeau, qui, à les en croire, serait allé du bonapartisme à l'anarchisme, en passant par le monarchisme, le catholicisme (*sic*), l'antisémitisme et le socialisme. Nombre d'entre eux n'y ont vu que des incohérences ou des "*palinodies*" - mot qu'il a lui-même employé au cours de l'affaire Dreyfus, lorsque les anti-dreyfusards sont allés dénicher des articles antisémites vieux de quinze ans.

À leur décharge, il faut reconnaître que les apparences ne plaident pas en faveur de notre imprécateur. Mais, comme toujours, elles sont trompeuses. Pour en apporter la preuve, il m'a fallu, tout d'abord, mettre à jour - et publier - un gisement inespéré, ses lettres de jeunesse à Alfred Bansard des Bois, qui m'ont permis de comprendre que Mirbeau, radicalement antireligieux, violemment anticlérical et antimilitariste, anti-bourgeois et anti-bonapartiste dans sa jeunesse, avait dû prostituer sa plume pendant douze ans avant de pouvoir voler de ses propres ailes ; j'ai dû, ensuite, étudier sa production de cette époque, signée de son nom ou de divers pseudonymes insoupçonnés auparavant, pour déceler une cohérence et une multitude de constantes, au-delà des apparentes palinodies<sup>1</sup>.

Fils d'un médecin de Rémalard (Orne), adjoint au maire et bien pensant, élevé dans un bourg de province catholique et conformiste, où chacun vit sous le regard des autres, et dûment pétri pendant quatre ans par ces "*pourrisseurs d'âmes*" que sont les jésuites, au collège de Vannes, Mirbeau aurait pu, comme la majorité de ses condisciples, embrasser sans état d'âme une carrière militaire, ou devenir, comme ses deux grands-pères, un de ces notaires ventripotents et respectés des paysans, dont il a laissé maints portraits au vitriol dans ses contes et ses romans. Mais il faut croire qu'il était doté d'un "*tempérament*" d'exception qui, tel celui des grands artistes chers à son cœur, lui a permis d'échapper à la "*crétinisation*" programmée par la famille, l'école et l'Église romaine. Sans doute aussi sa mise à la porte du collège, après quatre années d'"*enfer*" et dans des conditions plus que suspectes<sup>2</sup>, lui a-t-elle révélé l'inanité des valeurs que l'on prétendait lui inculquer et l'hypocrisie des Tartuffes ensoutanés.

Toujours est-il que, dès sa jeunesse, Octave est un rebelle, en rupture avec le conformisme de son milieu, et qu'il étouffe sous la chape de plomb de l'Empire et de l'Église. Allergique aux dogmes abêtissants et aux cérémonies religieuses, où il ne voit que superstitions grossières dignes de "*pensionnaires de Charenton*", il se réclame de la philosophie des Lumières, revendique hautement "*les principes immortels*" de la déclaration des Droits de l'Homme, se proclame "*fils de la Révolution*", et critique la politique impérialiste, allant jusqu'à regretter, à l'automne 1869, que les manifestations des républicains n'aient pas entraîné la chute du régime. Et pourtant, trois ans plus tard, après une douloureuse expérience de la guerre de 1870 et après s'être morfondu dans le "*cercueil notarial*" de Maître Robbe, il acceptera de travailler pour l'ancien député bonapartiste de la circonscription de Mortagne-Rémalard, voisin et client de son père, Henri Dugué de la Fauconnerie, dont il raillait naguère l'éloquence fleurie... Que s'est-il donc passé ?

### PROLÉTAIRE DE LA PLUME

Il a tout simplement cédé à la voix du tentateur, à un moment où il a l'impression terrifiante de n'être plus qu'un mort en sursis, dans une famille compressive, dans un village aussi triste et désolé que la plaine de Waterloo, alors qu'il caresse de grandes ambitions et aspire désespérément à

---

<sup>1</sup> Voir notamment mon article sur "Mirbeau et l'Empire", dans *Littérature et Nation*, Université de Tours, n° 13, 1994, pp. 19-41.

<sup>2</sup> Dans son roman *Sébastien Roch* (1890), son héros est lui aussi chassé du collège de Vannes, après avoir été violé par son maître d'études, le père de Kern. Le maître d'études de Mirbeau était le père Stanislas Du Lac, qui deviendra le confesseur du haut état-major lors de l'affaire Dreyfus.

la vie parisienne. Mi-Rastignac, mi-Bovary, il rêve de faire son chemin et de mener une "vraie vie", et il voit en Paris la ville de l'aventure, du rêve, des femmes, des plaisirs, et aussi la possibilité d'y mener une belle carrière. Sa seule arme - mais il l'a bien fourbie dans ses missives à son ami Alfred - c'est sa plume exceptionnelle, et c'est cette plume, précisément, qui intéresse Dugué de la Fauconnerie, lorsqu'il est chargé par l'Appel au peuple (bonapartistes) de prendre la direction politique de l'organe national du parti, *L'Ordre de Paris*. Dugué a besoin d'un secrétaire particulier qui rédige ses articles, ses proclamations aux électeurs, ses éditoriaux anonymes de *L'Ordre*, ses tracts électoraux, ses brochures de propagande, et le fils de son médecin lui offre toutes garanties d'efficacité. En acceptant de suivre son patron à Paris, Mirbeau s'évade de son trou mortifère du Perche, mais c'est pour endosser une véritable tunique de Nessus, qui lui colle à la peau et risque de l'empoisonner.

Dès lors, en effet, il devra, tout à la fois, faire le domestique, le nègre et le trottoir. Le domestique, c'est le secrétaire particulier, qui doit abdiquer sa personnalité, renoncer à ses idées et à ses valeurs, pour adopter celles de ses maîtres successifs, et flatter leurs passions, leurs préjugés et leurs vices : travail dégradant s'il en est, bien pire encore que celui des domestiques qui n'ont affaire qu'aux corps de leurs employeurs, comme l'avouera Mirbeau dans un roman inachevé, *Un Gentilhomme*. Le nègre, c'est celui qui, moyennant finances, rédige pour d'autres des articles, des brochures, des contes, des comédies ou des romans, sans que son nom apparaisse jamais, et qui se trouve de la sorte dépossédé de lui-même, comme s'en plaint le héros d'un des premiers contes de Mirbeau signés de son nom, paru en 1882, "Un Raté"<sup>3</sup>. Quant au trottoir, ce sont les colonnes des journaux dans lesquelles les chroniqueurs ne font que mettre en forme les consignes de leurs patrons - "*le journaliste se vend à qui le paye*", ne cesse-t-il de répéter : forme de prostitution bien pire encore que celle des corps, et qui laissera à Mirbeau une telle impression de souillure qu'il n'aura de cesse de se racheter - et aussi de proclamer sa solidarité avec ses soeurs de misère, "*les pauvres prostituées*", auxquelles il consacra sur le tard un surprenant essai en forme de réhabilitation, *L'Amour de la femme vénale*.

Pour l'heure, à l'automne 1872, le futur justicier n'en est qu'à ses débuts dans cette carrière déshonorante. Certes, on peut supposer qu'il jouit de compensations non négligeables : il est introduit dans les hautes sphères de la politique, il fréquente le gratin, il a accès aux théâtres et aux lieux de plaisirs, il dispose d'avantages susceptibles de plaire à bien des femmes, et, surtout, en pénétrant dans les coulisses du monde, il accumule les observations pour son oeuvre future, il remplit son "*herbier humain*". Mais de devoir revêtir une défroque qui n'est pas la sienne et chanter les louanges d'un régime qu'il exécrait lui laisse, inévitablement, un goût d'amertume. Dans la transposition romanesque de cette période de sa vie qu'il entreprendra, un quart de siècle plus tard, dans *Un Gentilhomme*, il fera dire à son double qu'il travaillait mécaniquement pour ses maîtres successifs, d'obédiences diverses, avec un profond dégoût, et sans jamais se laisser contaminer par leurs idées. C'est bien possible. Reste qu'on est en droit de le soupçonner de n'avoir donné qu'après coup une explication un peu trop commode pour ne pas être quelque peu suspecte.

Dans cette hypothèse *a posteriori*, en effet, le bonapartisme pour lequel il a travaillé n'aurait été qu'une idéologie indifférente, qu'il n'aurait adoptée qu'à des fins alimentaires, sans y croire le moins du monde. C'est douteux. D'abord, parce que, au soir de sa vie, il confessera avoir été, au début de sa carrière, "*bonapartiste révolutionnaire*" - formule étonnante et révélatrice, sur laquelle nous reviendrons ; et, surtout, parce qu'il fait preuve, dans ses éditoriaux anonymes de *L'Ordre* et dans les brochures de propagande rédigées pour Dugué et diffusées à des centaines de milliers d'exemplaires, d'une force de conviction contagieuse, difficile à imaginer chez un vulgaire pisse-copie à gages : elles se sont révélées d'une telle efficacité qu'elles ont remis les bonapartistes en selle et que leurs multiples succès, lors d'élections législatives partielles, ont fait craindre une restauration de l'Empire par le truchement du suffrage universel et ont précipité les orléanistes apeurés dans les bras des républicains conservateurs (vote de l'amendement Wallon, instaurant la

---

<sup>3</sup> Recueilli dans ses *Contes cruels*, Séguier, 1990, t. II, pp. 423-428.

République à la sauvette, à une voix de majorité, en janvier 1875)...

Pour comprendre l'apparente contradiction entre son hostilité à l'Empire avant la guerre de 1870 et son ralliement à l'Appel au peuple par la suite, il faut tenir compte de deux autres facteurs que les simples raisons alimentaires.

- D'une part, quand il collabore à *L'Ordre*, l'Empire est défunt, l'Appel au peuple ne dispose plus que d'un nombre dérisoire de députés, et tout espoir de restauration semble écarté pour bien longtemps, surtout après la mort de Napoléon III en 1873 : bref, on peut être l'adversaire de l'Empire quand il est triomphant et oppressif, et nostalgique de l'Empire, quand il est vaincu et inoffensif et que, par opposition au règne des orléanistes honnis, il apparaît comme une période de prospérité et de progrès social - de même que, dans les anciens états staliniens, le vote pour d'ex-communistes reconvertis n'exprime bien souvent aujourd'hui qu'une hostilité aux désordres et à la misère induits par le triomphe d'un capitalisme sauvage. C'est ainsi que Jules Richard, autre éditorialiste de *L'Ordre*, est lui aussi un ancien opposant à l'Empire rallié à l'Appel au peuple.

- L'autre facteur à prendre en compte est que le bonapartisme est une idéologie attrape-tout, et que l'on trouve, au sein du parti impérialiste, comme plus tard au sein des partis gaullistes successifs, une gauche et une droite, des hommes de progrès et des laïcs, voire des socialistes, tel Jules Amigues - autre éditorialiste de *L'Ordre*, élu député du Nord - aussi bien que des ultra-conservateurs et des catholiques intégristes, du genre de Granier de Cassagnac. Or, à lire les éditoriaux de *L'Ordre*, il est clair que Mirbeau donne du bonapartisme une vision éminemment progressiste, que l'expression tardive de "*bonapartiste révolutionnaire*" exprime à merveille, et qui lui permet sans doute d'étouffer ses scrupules. À l'en croire, l'Empire aurait réconcilié "*l'ordre et le progrès*", préservé les acquis de la Révolution en évitant ses excès et ses dérapages sanglants, et assuré la prospérité générale, grâce à laquelle se sont notablement améliorées les conditions de vie des couches défavorisées de la population : les ouvriers, les petits paysans et les fonctionnaires modestes, dont *L'Ordre* - et nommément Dugué de la Fauconnerie - prend constamment la défense. C'est ce souci de progrès social qui permet à Mirbeau, en mars 1877, de parler de "*socialisme*", au risque d'effaroucher nombre de ses lecteurs : sa critique de la République conservatrice est clairement de gauche. Las ! Quelques mois plus tard, le parti bonapartiste se rallie à l'Ordre Moral de Mac Mahon et perd son âme en se fondant dans la coalition conservatrice au pouvoir, que, ce nonobstant, notre progressiste va bel et bien servir pendant six mois, dans l'Ariège, où il est nommé chef de cabinet du préfet... Du compromis excusable, il semble bien être passé à la compromission impardonnable - et, visiblement, il ne se l'est jamais pardonnée.

Dans les années suivantes, notre "*prolétaire de lettres*" va servir successivement trois nouveaux patrons aux orientations différentes : le baron de Saint-Paul, député bonapartiste de l'Ariège, puis Arthur Meyer, nouveau directeur du *Gaulois*, quotidien mondain rallié au légitimisme, et enfin le financier Joubert, vice-président de Paribas, qui fournit les fonds nécessaires au lancement d'un hebdomadaire de combat anti-opportuniste à couverture de feu et au format de poche, *Les Grimaces*, dont Mirbeau est rédacteur en chef pendant six mois, en 1883. Imprécateur, il en appelle au choléra vengeur pour débarrasser le pays de la horde de politiciens opportunistes, véritables "*escarpes*" qui crochètent allègrement les caisses de l'État et ont fait main basse sur la France. Justicier doté d'un "*coeur d'apôtre*", il dénonce les scandales et les affaires (déjà!), et fustige la collusion entre la finance apatride et la caste politique, avec la complicité de la presse vénale devenue instrument de chantage. Indéniablement, il fait oeuvre utile et vengeresse, dans cet ancêtre du *Canard enchaîné*, et il est applaudi par les anciens communards Jules Vallès et Henry Bauer, par les socialistes et par les radicaux (extrême gauche parlementaire de l'époque). Hélas ! dans l'arsenal auquel a recours sa rhétorique bien rodée, figure, pour sa honte, l'antisémitisme : la banque juive (symbolisée par Rothschild) est présentée comme la complice des opportunistes au pouvoir et est accusée d'étendre son emprise tentaculaire sur tout le pays, discours déjà développé par Toussenel quelques décennies plus tôt, et que reprendra Drumont dans *La France juive* trois ans plus tard.

Cet antisémitisme des *Grimaces* fera durablement tort à la réputation posthume de Mirbeau.

Sans prétendre excuser le moins du monde des dérapages odieux et stupides, il convient toutefois de tenir compte de deux éléments, sans la compréhension desquels on commettrait une injustice doublée d'un anachronisme.

- Le premier, c'est que, les années précédentes, dans les colonnes du *Gaulois*, Mirbeau a publié une douzaine d'articles philosémitiques et plaidé pour la fusion des élites, de l'aristocratie chrétienne et de la bourgeoisie juive, conformément à la ligne d'Arthur Meyer : l'antisémitisme des *Grimaces* apparaît donc comme un outil du combat de Paribas contre la banque Rothschild, jugée très généralement responsable du krach de l'Union Générale, banque catholique, un an plus tôt (janvier 1882) ; et Mirbeau, dès qu'il redeviendra maître de sa plume, fera son *mea culpa* de cet antisémitisme de commande, dans *La France* du 14 janvier 1885, un an exactement après le dernier numéro des *Grimaces*.

- Le deuxième élément à prendre en considération, c'est que l'antisémitisme de ces années-là n'a rien à voir avec celui qui s'épanouira avec l'affaire Dreyfus : loin d'être d'extrême-droite - c'est au contraire le philosémitisme de Meyer qui est connoté très à droite, dans la mesure où il vise à réunifier toutes les composantes de la réaction -, il est clairement connoté de gauche et d'extrême-gauche ! Antisémitisme signifie le plus souvent anticapitalisme, et "juiverie" est synonyme d'oligarchie, au point qu'il arrivera à Mirbeau, quand il reprendra des textes anciens, de remplacer "juifs" par "banquiers". Pensons que Toussenel était fouriériste, que la *pasionaria* Séverine a collaboré à *La Libre parole* de Drumont, que Bernard Lazare "le juste" a commencé par dénoncer lui aussi la main-mise des Juifs, et que l'on trouve bien des signes de cet antisémitisme économique chez Proudhon, Marx, Vallès et beaucoup d'autres. Il n'en reste pas moins que Mirbeau ne se pardonnera jamais le délire antisémitique des *Grimaces* - fût-il de commande et de gauche ! - et qu'il n'aura pas trop de tous ses beaux combats à venir pour le faire quelque peu oublier.

## VERS LA RÉDEMPTION : L'ANARCHISME

Il lui a fallu auparavant traverser une terrible crise morale, mettre un terme à une dévastatrice liaison avec Judith - la Juliette Roux du *Calvaire* -, faire retraite pendant sept mois au fin fond du Finistère, et se ressourcer au contact de la nature rédemptrice et des paysans et marins bretons durs à la peine. C'est alors seulement qu'il peut entamer sa rédemption par le verbe, en mettant dorénavant sa plume redoutée au service des valeurs qui ont toujours été les siennes. Mais il lui faut encore plusieurs mois, après son retour à Paris, pour retrouver sa place dans la presse parisienne, commencer à payer ses dettes accumulées en multipliant les chroniques et les signatures, et établir avec les nombreux journaux auxquels il va collaborer un rapport de forces suffisamment favorable pour lui assurer une grande latitude : pour un journaliste qui vit de sa plume, la liberté est un combat permanent contre les puissances d'argent qui contrôlent les grands quotidiens et contre la frilosité et le conformisme des rédacteurs en chef, avant tout soucieux de ne pas effaroucher leur lectorat.

Après ce grand tournant des années 1884-1885, Mirbeau assume de plus en plus ouvertement les idées progressistes qui étaient déjà les siennes dans sa jeunesse rémalardaise. Mais ses expériences successives au service de la droite et les scandales multiples qui révèlent la pourriture de la République, si mal nommée - loin d'être "la chose du peuple", elle n'est que l'affaire d'une poignée d'escrocs de la politique et d'affairistes sans vergogne -, l'amènent à radicaliser de plus en plus son discours et ses analyses, et, pour finir, il se rallie officiellement à l'anarchisme. Influencé par les idées de Tolstoï et de Kropotkine, tous deux découverts au cours de ces années charnières, il remet en cause les principes et les fondements de l'économie capitaliste et de la société bourgeoise. À commencer par l'État qui, loin d'être neutre, loin d'assurer l'ordre et la justice, n'est qu'un instrument efficace, entre les mains de la classe dominante, pour perpétuer l'exploitation économique, l'oppression politique et l'aliénation idéologique des classes populaires :

- La démocratie parlementaire n'est qu'une mystification, par laquelle les bouchers

conduisent les électeurs moutonniers à l'abattoir : *"Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne disent rien, eux, et ils n'espèrent rien. Mais du moins ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des Révolutions pour conquérir ce droit"...* Soucieux de dessiller les yeux de ses lecteurs, Mirbeau lance donc un appel à *"la grève des électeurs"*, moyen de saper la base légale du pouvoir des gouvernants et de ruiner le respect que les opprimés vouent à leurs oppresseurs, dans un grand article qui paraît en Premier-Paris du *Figaro*, le 28 novembre 1888, et que les groupes libertaires vont diffuser à 150.000 exemplaires. Par la suite, il ne cessera de mettre en garde ses lecteurs contre la démagogie des *"mauvais bergers"* de la politique, qu'il connaît si bien, tous renvoyés dos à dos et constamment tournés en dérision, et de stigmatiser la corruption contagieuse, dont témoigne éloquemment l'affaire de Panama. La continuité avec les éditoriaux de *L'Ordre* et des *Grimaces* est éloquente.

- Les affaires ne sont que du vol camouflé, comme il le démontre en dans sa farce *Scrupules*, à travers son *gentleman*-cambrioleur dont se souviendra Maurice leblanc, et comme l'illustre avec force le personnage d'Isidore Lechat, dans sa grande comédie *Les Affaires sont les affaires* : *"personnage nouveau d'un monde nouveau"*, ce brasseur d'affaires jongle avec les millions, fait feu de tout bois, investit tous azimuts, dans l'industrie, l'agronomie et la presse, manipule l'opinion publique, traite sur un pied d'égalité avec l'armée et l'Église, fait pression sur les gouvernements, et bénéficie d'une totale impunité. Dans une société darwinienne, l'économie n'est que l'art, pour les plus forts, de s'engraisser des dépouilles des plus faibles, et des professeurs d'économie "libérale", tels que Léon Say ou Leroy-Beaulieu, sont grassement rémunérés pour apporter à ce pillage légal toutes les justifications "scientifiques" souhaitables. Face aux requins de la finance et aux flibustiers de l'industrie, Mirbeau, comme il le faisait jadis dans les colonnes de *L'Ordre*, prend inlassablement la défense des pauvres, des exclus, des humiliés et des offensés : les ouvriers (*Les Mauvais bergers*, 1897), les domestiques, victimes d'une forme moderne particulièrement immonde de l'antique esclavage (*Le Journal d'une femme de chambre*, 1900), les paysans (dans nombre de ses *Contes cruels*), les enfants (cf. notre édition de ses *Combats pour l'enfant*), les prostituées (cf. *L'Amour de la femme vénale*), les chômeurs et les vagabonds, sur le sort desquels il a été l'un des tout premiers à attirer l'attention, dans *Le Gaulois* et *Les Grimaces*, au début des années 1880. Il proclame le droit de tous, non seulement au pain et au travail, mais aussi à la santé, à l'éducation, à la dignité, et même à la beauté - ce qui a fait ricaner tant de belles âmes...

- L'appareil d'État a pour seule mission d'assurer l'écrasement des pauvres. L'armée, dirigée par des incapables dotés d'une criminelle bonne conscience, transforme des êtres humains en chair à canon ou en brutes homicides, tout juste bonnes à tuer, piller et violer. La "justice", qui est entre les mains de *"monstres moraux"*, a l'échine basse devant les riches et les puissants, mais frappe impitoyablement les êtres sans défense. L'administration impose une multitude de règlements que les riches transgressent impunément, mais qui se révèlent meurtriers pour les pauvres (cf. "Le Mur", dans les *Contes cruels*). Quant aux impôts, ils frappent très inégalement les contribuables et aggravent encore la misère des plus démunis : *"L'État pèse sur l'individu d'un poids chaque jour plus écrasant, plus intolérable. Sa seule mission est de vivre de lui, comme un pou vit de la bête sur laquelle il a posé ses suçoirs. L'État prend à l'homme son argent, misérablement gagné dans ce baigne : le travail."*

- Quant aux appareils idéologiques, loin de servir, comme ils le devraient, à l'émancipation intellectuelle de l'homme, ils renforcent au contraire l'aliénation dont la classe dominante a besoin. L'école étouffe la curiosité et l'esprit critique de l'enfant et l'enduit de *"préjugés corrosifs"*. La presse, vénale, n'est qu'un moyen de divertir ou de désinformer. L'édition et le théâtre sont entre les mains d'*"industriels"* et de *"marchands de cervelles humaines"*, qui fabriquent et vendent des romans et des pièces adaptés à l'état du marché et destinés à anesthésier le public. L'art est dominé par l'Institut, qui étouffe autant qu'il peut les génies potentiels et impose aux artistes un académisme

mortifère, stigmatisé dès ses "Salons" de *L'Ordre*<sup>4</sup>. Quant à l'Église de Rome, elle n'a pas d'autre objectif que de pétrir et de mutiler les enfants dans ses "écoles" pour lesquelles elle réclame une totale liberté d'empoisonnement, afin de mieux dominer les adultes plus tard, avec la complicité et pour le plus grand profit des politiciens "républicains" corrompus : "*Cartouche et Loyola*", même combat !

Dans ces conditions, il serait vain d'espérer d'un simple rafistolage de la société bourgeoise et de son État une amélioration sensible des conditions sociales du plus grand nombre. Comme tous les anarchistes, comme son ami Camille Pissarro, Mirbeau espère que la pourriture même du système, affaibli par une multitude de scandales retentissants, engendra sa ruine sous la poussée des masses laborieuses en révolte : "*La mansuétude des opprimés, des délaissés a duré assez longtemps. Ils veulent vivre : ils veulent jouir ; ils veulent avoir leur part de bonheur, au soleil. Les gouvernants auront beau faire, se livrer aux pires réactions de la peur, ils n'empêcheront rien de ce qui doit arriver. Nous touchons au moment décisif de l'histoire humaine. Le vieux monde croule sous le poids de ses propres crimes. Et cette bombe sera d'autant plus terrible qu'elle ne contiendra ni poudre ni dynamite. Elle contiendra de l'Idée et de la Pitié : ces deux forces contre lesquelles on ne peut rien*", écrit-il en 1892, dans un article provocateur sur Ravachol.

## L'INTELLECTUEL ET L'ARTISTE

Mais Mirbeau, pour une fois, ne se révèle pas bon prophète. D'abord, parce qu'un certain nombre d'anarchistes aux idées courtes accordent plus de prix à la "*poudre*" et à la "*dynamite*" qu'à la "*Pitié*", et préfèrent la "*propagande par le fait*" à la propagande par le verbe, suscitant l'effroi des bourgeois et l'incompréhension du plus grand nombre, et obligeant Mirbeau et d'autres intellectuels libertaires à se désolidariser d'attentats ineptes et sanglants, tels que celui d'Émile Henry au café Terminus de la gare Saint-Lazare, en janvier 1894. Ensuite, parce que le gouvernement fait voter par le parlement une série de lois - aussitôt qualifiées de "*scélérates*", puisqu'elles constituent une atteinte aux libertés de pensée et d'expression et une transgression des principes d'un État de droit - qui lui permettent d'étouffer dans l'oeuf la contestation la plus radicale et de terroriser les intellectuels, dont plusieurs sont poursuivis en justice (notamment Jean Grave et Félix Fénéon).

Dès lors que la bourgeoisie est parvenue à enrayer la subversion et que son État sort renforcé de la crise, tout espoir de révolution à court terme s'évanouit. Mirbeau ne se résigne pas pour autant : à défaut du "*grand soir*" auquel il ne croit plus - mais, à vrai dire, y a-t-il jamais cru ? C'est douteux - reste à lutter sur tous les terrains pour introduire un peu moins d'injustice et de misère dans une société où tout marche à rebours du bon sens et de la justice, comme il ne cesse de le proclamer depuis son pamphlet à scandale de 1882 contre la cabotinocratie et la société du spectacle<sup>5</sup>. De par la force des choses, il devient réformiste et, tout en continuant à se réclamer de l'anarchisme jusqu'à ses derniers jours et à travailler à préparer les conditions culturelles d'une émancipation renvoyée à des temps plus lointains, il se rapproche de ceux qui, dans la presse de gauche ou au parlement, travaillent dans le même sens que lui, notamment Jean Jaurès<sup>6</sup>. Pendant longtemps Mirbeau n'a eu aucune affinité avec les socialistes, qualifiés de "*collectivistes*" et accusés de préparer une société de nivellement, où l'État, au lieu d'être aboli, deviendrait au contraire de plus en plus tentaculaire et oppressif et réduirait les travailleurs à un statut d'esclaves bien pire encore qu'auparavant : "*Qu'est-ce donc que le collectivisme, sinon une effroyable aggravation de l'État, sinon la mise en tutelle violente et morne de toutes les forces individuelles d'un pays, de toutes ses énergies vivantes, de tout son sol, de tout son outillage, de toute son intellectualité, par un État plus compressif qu'aucun autre, par une discipline d'État plus étouffante, et qui n'a pas d'autre nom*

---

<sup>4</sup> Recueillis dans notre édition de ses *Premières chroniques esthétiques*, Société Octave Mirbeau - Presses de l'Université d'Angers, 1996.

<sup>5</sup> Recueilli dans ses *Combats politiques*, Séguier, 1990.

<sup>6</sup> Voir mon article "Mirbeau et Jaurès" dans les Actes du colloque *Jaurès et les écrivains*, Orléans, 1994, pp. 111-116.

*dans la langue que l'esclavage d'État...*" Étonnante prémonition de ce que sera le stalinisme ! Donc, pas question pour lui de revenir sur cette condamnation radicale des totalitarismes "socialistes" qu'il voit se profiler à l'horizon. Mais du moins découvre-t-il au cours de l'affaire Dreyfus un Jaurès bien différent de celui qu'il imaginait, humaniste, généreux, enthousiaste, capable de persuader, un meneur d'hommes incomparable, bref un bon berger, susceptible de relayer ses propres combats à la Chambre et au sein du mouvement ouvrier.

L'Affaire lui a également fait comprendre que, dans toute action politique, des alliances sont indispensables et que, pour atteindre un objectif, il faut souvent procéder à petits pas et passer des compromis. Ainsi s'est-il réconcilié avec Zola, en qui il ne voyait auparavant qu'un parvenu traître à ses idéaux de jeunesse, avec Joseph Reinach, traité naguère de "*grand inquisiteur*" et de complice de la mafia opportuniste, et s'est-il mis à fréquenter et à apprécier des hommes, des politiciens, des catholiques, et même des militaires comme Picquart ou Dreyfus, qui ne lui auraient auparavant inspiré que du dégoût. De même a-t-il apporté son soutien à des chefs de gouvernements bourgeois dont il a cru un temps qu'ils seraient en mesure de mettre un terme à l'infamie, tels les ministères Henri Brisson et Waldeck-Rousseau. Bref, la tactique a pris le pas sur la stratégie, l'action à court terme sur la révolution culturelle à long terme, qu'il continue néanmoins d'appeler de ses vœux.

Cela explique sans doute qu'il accepte, pendant six mois, de collaborer à *L'Humanité* de Jaurès en avril 1904 - il y soutient, notamment, le noble combat du "*petit père Combes*" contre le cléricisme -, tant que le quotidien est pluraliste et que la culture y occupe la place qu'elle mérite. Mais quand il se rend compte que le journal va devenir l'organe du futur Parti Socialiste à unifier, et que la culture y est sacrifiée à la politique politicienne au jour le jour - comme il s'en plaint auprès de Rodin -, il préfère se retirer, en novembre 1904, sur la pointe des pieds. Fondamentalement libertaire et individualiste, Mirbeau n'accepte pas de sacrifier les fins aux moyens, il se méfie des partis, de leur langue de bois et de leur discipline, et, plus encore, des hommes politiques, toujours soupçonnés de n'avoir "*que des appétits*" au lieu de convictions, et il tient à sauvegarder la totale indépendance de sa plume. Dès lors, son rôle politique est presque terminé. Certes, il interviendra encore, de temps à autre, dans la presse, pour dénoncer le mandarinat médical (dans une série d'articles à sensations parus en 1907 dans les colonnes du *Matin*), pour prôner l'abolition de la peine de mort, ou pour stigmatiser l'infiltration des syndicats par les mouchards de son ancien ami Clemenceau et la mobilisation des cheminots par son ancien compagnon Aristide Briand, dreyfusards dont l'évolution alimente son pessimisme foncier. Mais il est trop marginal désormais pour exercer une influence effective - il n'a plus de journal attitré - et il est trop souvent malade pour se jeter dans de nouvelles batailles avec sa générosité coutumière : le vieux lion est désormais bien fatigué.

Octave Mirbeau est le type même de ces intellectuels engagés dont l'affaire Dreyfus révélera la participation croissante à la vie de la cité : conscients de leur responsabilité sociale, en tant qu'écrivains, artistes ou chercheurs, ils l'assument pleinement, au risque de perdre leur gagne-pain ou leur liberté. Simplement, de par la place qu'il a occupée dans le champ littéraire et, plus encore, dans la presse de son temps, Mirbeau a exercé pendant longtemps une influence considérable et joui d'un magistère moral - partagé avec Anatole France - qui lui ont valu bien des jalousies et des inimitiés. Bien avant l'Affaire, il a été de tous les combats pour la vérité et la justice, pour les opprimés, pour les enfants, pour les peuples du Tiers Monde, contre le boulangisme, contre l'oppression cléricale, contre le militarisme, contre l'affairisme, contre le colonialisme.

Mais son engagement de libertaire impénitent présente deux particularités. D'une part, il n'a jamais été un militant (dans militant, il y a militaire, et le mot et la chose lui font horreur), il a toujours critiqué le dogmatisme, fût-ce celui de théoriciens anarchistes, et toujours refusé toute discipline de groupe, se condamnant par là même à un certain isolement. D'autre part, il ne s'est jamais limité au rôle d'intellectuel, il est toujours resté un artiste ; c'est-à-dire que la priorité pour lui était d'exprimer, avec l'outil des mots, sa propre perception des hommes et des choses, persuadé que

la vérité est toujours révolutionnaire à terme et, partant bonne à dire, sans se soucier des répercussions politiques immédiates de ses créations. Il s'est exposé du même coup aux critiques de Jaurès et des anarchistes pour des oeuvres telles que *Les Mauvais bergers* ou *Le Journal d'une femme de chambre*, jugées politiquement incorrectes, parce que beaucoup trop pessimistes, et par conséquent insuffisamment mobilisatrices. Mais c'est, me semble-t-il, pour avoir pris le risque de "*désespérer Billancourt*" en lui révélant le monde tel qu'il est, dans toute son horreur méduséenne, et non tel que le présente la propagande, que, non seulement il a été un immense écrivain - ce que tout le monde reconnaît aujourd'hui -, mais il a aussi participé avec efficacité, quoique sans la moindre illusion, à la révolution qui comptait le plus à ses yeux : celle des esprits.

Pierre MICHEL  
Université d'Angers